

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST****SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

F. 2012 — 1572

[2012/202919]

**10 MAI 2012. — Décret modifiant le décret du 6 mai 1999  
relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en partie, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** A l'article 1<sup>erbis</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, modifié par les décrets du 13 mars 2003, du 18 décembre 2003, du 17 novembre 2005, du 30 avril 2009, du 22 juillet 2010 et du 31 mars 2011, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1<sup>o</sup>, entre les mots « qui bénéficie » et les mots « des services de l'Office », sont insérés les mots :

« ou est susceptible de bénéficier »;

b) les 2<sup>o</sup> à 9<sup>o</sup> sont remplacés par ce qui suit :

« 2<sup>o</sup> demandeur d'emploi : toute personne physique qui recherche, en tant qu'usager, une activité professionnelle, salariée ou indépendante, et qui réside sur le territoire de la région de langue française;

3<sup>o</sup> travailleur : toute personne physique exerçant, en tant qu'usager, une activité professionnelle, salariée ou indépendante et qui réside sur le territoire de la région de langue française;

4<sup>o</sup> employeur : toute personne physique ou morale susceptible de proposer au travailleur ou au demandeur d'emploi, une offre d'emploi ou un développement des compétences;

5<sup>o</sup> service d'intérêt général : activité de services, marchands ou non marchands, considérée d'intérêt général par les autorités publiques et soumise pour cette raison à des obligations spécifiques de service public;

6<sup>o</sup> plan d'entreprise : programme tel que défini à l'article 2, 4<sup>o</sup>, du décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information;

7<sup>o</sup> centre de compétence : structure partenariale reconnue par le Gouvernement, dans le cadre d'un ou plusieurs secteurs professionnels, ayant pour mission l'information et la sensibilisation aux métiers et aux technologies, la veille, la formation et l'analyse des besoins en formation, ouverte aux usagers tels que ciblés dans le dossier de reconnaissance;

8<sup>o</sup> maison de l'emploi : structure partenariale de proximité reconnue par le Gouvernement chargée d'activités décentralisées liées au conseil et à l'appui des demandeurs d'emploi;

9<sup>o</sup> carrefour emploi formation orientation : structure partenariale reconnue par le Gouvernement, chargée d'activités liées à l'information, à l'orientation et au conseil des usagers sur le marché régional du travail;

c) les 10<sup>o</sup> à 13<sup>o</sup> sont supprimés.

**Art. 3.** A l'article 2 du même décret, modifié par l'article 4 du décret du 13 mars 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « FOREm » est remplacé par « Le FOREm »;

2<sup>o</sup> les alinéas 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit :

« L'Office est le Service public wallon de la Formation professionnelle et de l'emploi chargé de mener les missions définies à l'article 3.

Les missions exercées par l'Office sont gérées selon des règles spécifiques, prises par ou en vertu du présent décret. »;

3<sup>o</sup> les alinéas 5 et 6 sont supprimés.

**Art. 4.** L'intitulé de la première section du deuxième chapitre du même décret, inséré par l'article 5 du décret du 13 mars 2003 est remplacé par l'intitulé rédigé comme suit :

« Missions relatives aux compétences en matière d'emploi et en matière de recyclage et reconversion professionnels exercées par la Région ».

**Art. 5.** Dans l'article 3 du même décret, modifié par les articles 6, a), b) et c) et 48, du décret du 13 mars 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> Le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. L'Office met en œuvre les politiques en matière d'emploi et de formation qui lui sont confiées par ou en vertu d'une disposition légale ou décrétale, soit accomplit les services d'intérêt général suivants :

1<sup>o</sup> le rapprochement entre l'offre et la demande d'emploi, qui comprend les méthodes appropriées pour répondre aux besoins des demandeurs d'emploi et des employeurs, par :

a) le conseil et l'appui des demandeurs d'emploi par :

i) l'inscription, la radiation et la réinscription des demandeurs d'emploi dans le respect des dispositions légales en matière de sécurité sociale;

ii) l'information et l'orientation des demandeurs d'emploi sur le marché régional du travail;

iii) l'accompagnement des demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'Office, en ce compris l'accompagnement individualisé;

b) la gestion des offres d'emploi des employeurs en vue de satisfaire leurs besoins en recrutement, par :

i) la collecte, la gestion et la diffusion des offres d'emploi;

ii) l'intermédiation entre l'offre et la demande;

c) la gestion active des réserves de main-d'œuvre en vue de répondre aux besoins ou tensions, existants ou potentiels, du marché régional du travail;

2<sup>o</sup> le développement et l'identification des compétences des demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'Office, par :

a) la mise en œuvre de formations professionnalisantes ou transversales visant à adapter les compétences des demandeurs d'emploi, au regard des besoins ou tensions existants ou potentiels du marché régional du travail; les formations professionnalisantes visent l'acquisition de compétences permettant l'apprentissage d'un métier déterminé tandis que les formations transversales visent l'acquisition de compétences utiles à l'insertion professionnelle non directement liées à un métier.

b) l'identification et la reconnaissance des compétences des demandeurs d'emploi;

3° la coordination et l'animation de l'action des maisons de l'emploi, des carrefour emploi formation orientation, ainsi que des centres de compétence et de leurs réseaux; l'Office est en outre chargé de l'instruction des demandes de reconnaissance des centres de compétence et des maisons de l'emploi, qui sont soumises à la décision du Gouvernement;

4° l'organisation de réponses intégrées aux besoins des usagers, s'il échec, par le recours à l'intervention de tiers;

5° l'analyse, la gestion et la diffusion de l'information et de la connaissance sur le marché régional du travail;

6° la participation à et l'animation de la concertation territoriale selon l'organisation territoriale prévue par ou en vertu du présent décret;

7° le développement et l'identification des compétences des travailleurs. »

2° Dans le paragraphe 2, les mots « et en matière de formation professionnelle » sont insérés entre les mots « Dans les limites de ses compétences en matière d'emploi » et les mots « le Gouvernement est habilité à préciser »;

3° Dans le même paragraphe, les mots « des services visés au paragraphe 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les mots qui suivent :

« des missions visées au paragraphe 1<sup>er</sup> »;

4° Un quatrième paragraphe est inséré comme suit :

« § 4. Les missions établies par ou en vertu des paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 font l'objet d'un suivi et d'une évaluation via les indicateurs prévus dans le cadre du contrat de gestion. »

**Art. 6.** Dans le deuxième chapitre du même décret, la deuxième section comportant l'article 4, insérée par l'article 7 du décret du 13 mars 2003 est abrogée.

**Art. 7.** L'intitulé de la troisième section du deuxième chapitre du même décret, inséré par l'article 9 du décret du 13 mars 2003 est remplacé par ce qui suit :

« Principes relatifs à l'exécution des missions vis-à-vis des usagers ».

**Art. 8.** Dans l'article 5 du même décret, modifié par l'article 10, alinéas 1<sup>er</sup> et 2 du décret du 13 mars 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1° les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« L'Office est soumis aux lois du service public pour toutes ses activités, notamment les principes de continuité du service public, d'égalité de traitement et de mutabilité. A ce titre, il veille tout particulièrement à rendre aux usagers un service universel. »

Pour les usagers, les prestations de services sont fournies et dispensées gratuitement. Le Gouvernement peut déroger au principe de gratuité pour les prestations aux usagers en exécution de la mission visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, ainsi qu'à titre exceptionnel, pour certains produits ou prestations délivrés à certains employeurs par l'Office dans le cadre d'autres missions dont il est investi. »

2° Deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« L'Office veille également à l'accomplissement de ses missions dans le respect des principes généraux de transparence et de lisibilité de son action, de simplification administrative, d'efficacité et d'efficience publiques visant à l'optimisation et à l'allocation optimale des moyens et des ressources disponibles. »

Le Gouvernement peut arrêter, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, les conditions d'octroi d'un avantage ou d'un défraiement aux demandeurs d'emploi, selon les modalités et les conditions qu'il détermine. »

**Art. 9.** Dans l'article 6 du même décret, modifié par l'article 48 du décret du 13 mars 2003 et par les articles 40 et 41 du décret du 22 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est supprimé;

2° à l'alinéa 4, le mot « notamment » est inséré après les mots « Le contrat de gestion contient »;

3° l'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit :

« Après la conclusion du contrat de gestion, l'Office établit le plan d'entreprise. Ce plan d'entreprise est constitué au moins d'un plan de production et de plusieurs plans stratégiques transversaux dont les objectifs sont définis dans le contrat de gestion. »

**Art. 10.** L'intitulé de la cinquième section du deuxième chapitre du même décret, inséré par l'article 12 du décret du 13 mars 2003 est remplacé par ce qui suit :

« Recours à l'intervention de tiers pour l'exécution de prestations de services au bénéfice des usagers. »

**Art. 11.** Dans la cinquième section, nouvellement instituée, du deuxième chapitre du même décret, l'article 7 est remplacé comme suit :

« Art. 7. L'Office peut accomplir ses missions par l'intervention de tiers, qui assurent directement ou indirectement des prestations de services à l'égard des usagers et accomplissent celles-ci dans le respect des principes définis à l'article 5.

Ce recours à l'intervention de tiers prend la forme soit d'un partenariat, soit d'un subventionnement, soit d'un marché public.

Les actions menées dans le cadre d'un partenariat, d'un subventionnement ou d'un marché public doivent s'inscrire dans les orientations du contrat de gestion.

Le Gouvernement peut arrêter les critères et les modalités selon lesquels l'Office peut octroyer des subventions. »

**Art. 12.** Dans la cinquième section, nouvellement instituée, du deuxième chapitre du même décret, un article 7bis, rédigé comme suit, est inséré :

« Art. 7bis. § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'Office accomplit ses missions dans le cadre d'un partenariat. Par partenariat, il faut entendre toute forme d'association ou de collaboration avec des intervenants publics et/ou privés, par laquelle des moyens financiers, humains ou matériels peuvent être mis en commun pour poursuivre un objectif ressortissant aux missions de l'Office qui dépasse ou qui rend plus adéquate la réponse qu'un intervenant aurait pu apporter seul aux besoins du public concerné ou lorsque l'Office ne peut réaliser une partie de ses missions seul, en raison de la spécificité du besoin à couvrir.

L'Office peut soit conclure une convention de partenariat, soit faire partie d'une personne morale de droit public ou privé régie par une législation belge, étrangère ou supranationale, dans les conditions déterminées par le présent article.

§ 2. L'Office peut conclure des conventions de partenariat dans les conditions suivantes :

1° la convention doit prévoir la création d'une instance collégiale dont l'objet est de suivre sa bonne exécution;

2° la convention doit garantir à l'Office une participation appropriée permettant d'atteindre les objectifs du partenariat;

3° la convention doit définir les moyens mis à disposition pendant l'exécution de la convention;

4° la convention doit régler le sort des droits intellectuels, spécialement le droit d'auteur, qui apparaîtraient en raison de la mise en commun des moyens et doit en prévoir la répartition proportionnellement aux moyens mis en commun;

5° la convention doit prévoir qu'aucune reconduction n'a lieu sans une évaluation des actions réalisées et les critères sur base desquels cette évaluation s'effectue;

6° la convention doit prévoir les modalités de sa résiliation, au moins lorsque les circonstances suivantes surviennent :

a) la finalité du partenariat n'est plus respectée;

b) les actions menées ne s'inscrivent plus dans les orientations du contrat de gestion;

c) une des conditions visées aux 1° à 5° n'est plus remplie.

§ 3. L'Office peut participer à une institution juridiquement distincte dans les conditions suivantes :

1° les statuts doivent prévoir que l'Office est représenté dans les organes d'administration et de décision au moins à concurrence de ses apports;

2° les statuts doivent prévoir la répartition des biens et avoirs au moins à concurrence des apports respectifs;

3° les statuts doivent prévoir qu'un contrôle sur les comptes peut avoir lieu à n'importe quel moment, de façon à vérifier l'utilisation qui est faite des deniers publics;

4° les statuts doivent prévoir les modalités de retrait de l'Office, au moins lorsque les circonstances suivantes surviennent :

a) la finalité du partenariat n'est plus respectée;

b) les actions menées ne s'inscrivent plus dans les orientations du contrat de gestion;

c) une des conditions visées aux 1° à 3° et 5° n'est plus remplie;

5° les statuts doivent prévoir les modalités permettant d'assurer le contrôle public.

§ 4. L'Office s'associe et collabore avec des tiers notamment dans le cadre des structures partenariales suivantes afin de contribuer ensemble aux :

1° missions visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, a, ii) et iii) et b, i), pour la partie relative à la diffusion des offres d'emploi, par l'intermédiaire des carrefour emploi formation orientation;

2° missions visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, a, i) et iii) et b), i), pour la partie relative à la diffusion des offres d'emploi, par l'intermédiaire des maisons de l'Emploi;

3° missions visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>, par l'intermédiaire des centres de compétence.

Le Gouvernement est habilité à déterminer les conditions minimales pour qu'une structure soit reconnue comme carrefour emploi formation orientation, maison de l'emploi ou centre de compétence.

§ 5. Le Gouvernement peut arrêter les autres modalités et procédures selon lesquelles les conventions de partenariat sont conclues. »

**Art. 13.** Dans le deuxième chapitre du même décret, une sixième section intitulée « Coopération et dialogue avec les tiers pour l'exécution de prestations au bénéfice des usagers » est insérée.

**Art. 14.** Dans la sixième section, nouvellement instituée, du deuxième chapitre du même décret, un nouvel article 7<sup>ter</sup>, rédigé comme suit, est inséré :

« Art. 7<sup>ter</sup>. § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de l'exécution de la mission visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> et sans préjudice des rôles confiés aux instances collégiales telles que visées à l'article 7bis, § 3, il est créé, au sein de l'Office, une commission de coopération et de dialogue entre l'Office et les tiers.

§ 2. La commission est instituée au sein de l'Office et est composée de :

a) un représentant du ministre ayant l'emploi dans ses attributions, qui assure la fonction de président avec voix consultative, et un représentant du ministre ayant la formation professionnelle dans ses attributions, siégeant avec voix consultative;

b) un représentant du Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle de l'Economie, de l'Emploi et de la Recherche, Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle;

c) cinq représentants de l'Office dont :

- un représentant de la direction générale compétente pour le recours à l'intervention de tiers et l'information et la connaissance du marché du travail;

- trois représentants de la direction générale compétente en matière d'emploi, pour les matières visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, a, iii), dont un représentant du carrefour emploi formation orientation;

- un représentant de la direction générale compétente en matière de Formation;

d) un représentant de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes Entreprises;

e) un représentant des Structures d'accompagnement à l'Autocréation d'emploi;

f) un représentant de l'Enseignement de Promotion sociale;

g) un représentant du Fonds du Logement wallon pour les régies de quartier;

h) un représentant de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées;

i) un représentant de l'association sans but lucratif visée à l'article 18 du décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail;

j) un représentant de l'Union des villes et des communes, Fédération des Centres publics d'Action sociale;

k) un représentant de l'association sans but lucratif visée à l'article 12bis du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des Missions régionales pour l'emploi;

l) un représentant de la Fédération des partenaires de l'emploi, en tant que représentant des opérateurs privés d'insertion et de formation;

n) un représentant du Consortium de validation des compétences.

Les membres sont nommés par le Gouvernement pour une durée de cinq ans renouvelable. Les membres visés aux b) à m) sont nommés sur proposition des organismes qu'ils représentent. Il est désigné autant de membres suppléants que de membres effectifs. Le membre suppléant ne peut siéger qu'en l'absence du membre effectif qu'il remplace.

Le Gouvernement est habilité à modifier ou compléter la composition de la commission au regard de l'évolution des dispositions décrétale et réglementaires applicables à l'Office ou aux tiers devant être représentés au sein de cette commission.

La commission se réunit au minimum quatre fois par an, dont au moins une fois en présence des membres du comité de gestion de l'Office.

La commission peut inviter des experts afin d'accomplir ses missions, selon les modalités établies dans le règlement d'ordre intérieur. Ce règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation du Gouvernement.

§ 3. La commission a pour missions :

1° de soutenir la mise en œuvre du dispositif de l'accompagnement individualisé pour ce qui concerne les relations entre l'Office et les tiers intervenant dans ce cadre;

2° de participer à l'élaboration des états des lieux globaux du marché du travail effectués par l'Office dans le cadre de sa mission visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>;

3° d'émettre, d'initiative, des propositions d'amélioration ou des recommandations dans le cadre des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle impliquant une nécessaire interaction entre l'Office et les tiers intervenant sur ces politiques, notamment celle de l'accompagnement individualisé.

Le Gouvernement peut conférer des missions supplémentaires à la commission, sur les politiques de l'emploi et de la formation professionnelle impliquant une nécessaire interaction entre l'Office et les tiers intervenant sur ces politiques. »

**Art. 15.** A l'article 12, § 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par l'article 21, du décret du 13 mars 2003 et par l'article 3 du décret du 31 mars 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, les mots « et de coordination des entités » sont remplacés par les mots qui suivent :

« et de transversalité des missions »;

2° Au même alinéa, 3<sup>o</sup>, alinéa 3, du même décret, les mots « le plan de financement » sont remplacés par les mots qui suivent :

« l'impact financier »;

3° Au même alinéa, 8<sup>o</sup>, du même décret, les mots « le plan stratégique de gestion et de développement des ressources humaines qui lui est présenté par l'administrateur général » sont remplacés par les mots qui suivent :

« le plan d'entreprise proposé par le Comité de direction et présenté par l'administrateur général »;

4° Au même alinéa, 9<sup>o</sup>, du même décret, la référence « article 7, §§ 1<sup>er</sup> à 4 » est remplacé par la référence suivante :

« 7bis, § 1<sup>er</sup> et § 3 »;

5° Au même alinéa, 11<sup>o</sup>, du même décret, les mots « à l'Office et aux conventions visées à l'article 7, § 5, » sont remplacés par les mots rédigés comme suit :

« par l'Office et aux conventions visées à l'article 7bis, § 2, »;

6° Au même alinéa, 13<sup>o</sup>, du même décret, les mots « coordonne et » sont supprimés;

7° Au même alinéa, un 14<sup>o</sup> rédigé comme suit est inséré :

« 14<sup>o</sup> il approuve le programme d'actions pluriannuel du Collège des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation; »;

8° A l'alinéa 2, les mots « sollicite l'avis du comité stratégique » sont remplacés par les mots qui suivent :

« statue, après avis du comité stratégique »;

9° À l'alinéa 2, le mot « et 11 » est remplacé par les mots qui suivent :

« ,10<sup>o</sup>, 11<sup>o</sup> et 14<sup>o</sup>. »

**Art. 16.** A l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, 13<sup>o</sup>, du même décret, modifié par les articles 23 et 48 du décret du 13 mars 2003 et par l'article 4 du décret du 31 mars 2011, les mots « coordonne et » sont supprimés.

**Art. 17** A l'article 16 du même décret, modifié par l'article 48 du décret du 13 mars 2003, entre les mots « définies par la loi du 16 mars 1954 précitée » et les mots « et à l'article 18 » sont insérés les mots rédigés comme suit :

« , par le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement, ».

**Art. 18.** A l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, remplacé par l'article 5 du décret du 31 mars 2011, sont insérés entre les mots « au président » et les mots « aux membres du comité de gestion », les mots rédigés comme suit :

« au vice-président ».

**Art. 19.** A l'article 18, dernier alinéa, du même décret, modifié par les articles 48 du décret du 13 mars 2003 et par l'article 6, c) du décret du 31 mars 2011, les mots « Conseil régional wallon » sont remplacés par les mots qui suivent :

« Parlement wallon ».

**Art. 20** Dans l'article 19 du même décret, modifié par l'article 27 du décret du 13 mars 2003 et par l'article 8 du 31 mars 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, le mot « sont » est supprimé;

2° au même paragraphe, le 4<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 4<sup>o</sup> l'ensemble des directeurs généraux responsables des directions générales; »;

3° au même paragraphe, alinéa 3, les mots « avec un opérateur » sont remplacés par les mots rédigés comme suit :

« avec un tiers exécutant des prestations de services au bénéfice des usagers dans le cadre des missions de l'Office »;

4° au paragraphe 4, entre les mots « définies par la loi du 16 mars 1954 précitée » et les mots « et celles définies à l'article 18 » sont insérés les mots rédigés comme suit :

« , par le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement, ».

**Art. 21.** A l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, inséré par l'article 30, e), du décret du 13 mars 2003 et supprimé par l'article 8, h) du décret du 31 mars 2011, est réintégré comme suit :

« 7<sup>o</sup> les règles de déontologie visant à prévenir le conflit d'intérêt et à assurer le respect de la confidentialité. »

**Art. 22.** L'article 22 du même décret, modifié par l'article 63 du décret du 18 décembre 2003 et abrogé, en ce qui concerne l'alinéa 2, par le décret du 30 avril 2009, est abrogé.

**Art. 23.** à l'article 23 du même décret, modifié par les articles 30 et 48 du décret du 13 mars 2003 et l'article 13 du décret du 31 mars 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, 2<sup>o</sup>, les mots « au secrétaire général par le statut des fonctionnaires de la Région wallonne » sont remplacés par les mots :

« au directeur général du personnel et des Affaires générales par le Code wallon de la Fonction publique »;

2<sup>o</sup> dans le même paragraphe, le 4<sup>o</sup> est complété par les mots :

« dans le cadre de l'organigramme adopté par le comité de gestion »;

3<sup>o</sup> dans le même paragraphe, 8<sup>o</sup>, les mots « entre entités » sont remplacés par les mots :

« entre les directions générales »;

4<sup>o</sup> dans le paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « autres » est supprimé;

5<sup>o</sup> dans le même paragraphe, alinéa 2, les mots « des services visés aux articles 3 et 4 entre les entités » sont remplacés par les mots :

« des missions visées à l'article 3 »;

6<sup>o</sup> dans le paragraphe 5, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « à l'administrateur général adjoint et aux directeurs généraux ou » sont insérés entre les mots « habilité à déléguer » et les mots « à un ou plusieurs membres du personnel »;

7<sup>o</sup> dans le paragraphe 5, un alinéa 2 est inséré comme suit :

« L'administrateur général dispose du droit d'évoquer toute décision prise par délégation. »;

8<sup>o</sup> les paragraphes 6 et 7 sont supprimés.

**Art. 24.** Dans le même décret, il est inséré un article 23bis rédigé comme suit :

« Art. 23bis. L'administrateur général adjoint assiste l'administrateur général dans l'exécution des tâches qui lui sont confiées.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'administrateur général, ses pouvoirs sont exercés par l'administrateur général adjoint. Si ce dernier est empêché, un fonctionnaire général de rang A2 est désigné par le comité de gestion sur la proposition de l'administrateur général pour exercer ses fonctions.

Le Gouvernement wallon arrête, dans le périmètre de la gestion journalière, après avis du comité stratégique et sur proposition du comité de gestion, les pouvoirs de l'administrateur général adjoint faisant l'objet d'une délégation par l'administrateur général. »

**Art. 25.** Dans le même décret, il est inséré un article 23ter rédigé comme suit :

« Art. 23ter. Un comité de direction composé de l'administrateur général, de l'administrateur général adjoint et des directeurs généraux des directions générales visées à l'article 23quater est chargé de coordonner l'opérationnalisation des décisions de stratégie et de principes et des décisions budgétaires prises par le comité de gestion ou déléguées par celui-ci, ainsi que des décisions et actions des différentes directions générales en vue de mener des politiques convergentes ou transversales.

Le comité de direction invite les responsables des directions régionales visées à l'article 26, alinéa 2, à participer aux réunions, selon les modalités et périodicité qu'il prévoit, afin de garantir la prise en compte des réalités locales et de coordonner leur participation à la réalisation des objectifs de l'Office. »

**Art. 26.** Dans le même décret, il est inséré un article 23quater rédigé comme suit :

« Art. 23quater. § 1<sup>er</sup>. L'Office est composé d'une direction générale compétente pour l'emploi, d'une direction générale compétente pour la formation professionnelle, d'une direction générale compétente pour le recours à l'intervention de tiers et l'information et la connaissance du marché du travail et d'une direction générale compétente pour le support des autres services de l'Office.

Le Gouvernement détermine les compétences matérielles de chaque direction générale.

§ 2. Chaque directeur général est réputé ordonnateur de dépenses pour ce qui concerne les dépenses liées directement aux activités de la direction générale qu'il dirige. »

**Art 27.** Dans le même décret, il est inséré un article 23quinquies rédigé comme suit :

« Art. 23quinquies. § 1<sup>er</sup>. L'administrateur général est habilité à déléguer à l'administrateur général adjoint et aux directeurs généraux, des pouvoirs déterminés dans les domaines d'activités qui les concernent, dans un délai de six mois à dater de la conclusion de l'accord de gestion journalière visé à l'article 23, § 3.

§ 2. L'administrateur général, l'administrateur général adjoint et les directeurs généraux des directions générales assistent aux réunions du comité de gestion avec voix consultative. »

**Art. 28.** Dans le même décret, il est inséré un article 23sexties rédigé comme suit :

« Art. 23sexties. L'administrateur général et l'administrateur général adjoint sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, sous réserve de l'application des dispositions particulières fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office et sous réserve de l'application des dispositions particulières contenues dans le chapitre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office.

Les directeurs généraux des directions générales sont désignés par le Gouvernement pour un mandat de rang A2 aux conditions fixées par le Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, sous réserve de l'application des dispositions particulières fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office et sous réserve de l'application des dispositions particulières contenues dans le chapitre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office.

Le directeur général de la direction générale compétente pour la formation professionnelle exerce la fonction de conseiller technique intersectoriel.

Dans l'organisation interne des directions générales, ces responsables ne justifient de leur gestion quotidienne que devant l'administrateur général. »

**Art. 29.** Dans l'article 24 du même décret, inséré par l'article 15 du décret du 31 mars 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, le 2<sup>o</sup> est remplacé comme suit :

« 2<sup>o</sup> le plan d'entreprise; »;

2<sup>o</sup> au même paragraphe, 3<sup>o</sup>, les mots « à l'article 20, 2<sup>o</sup> » sont modifiés par les mots suivants :

« à l'article 20, 4<sup>o</sup>; »;

3<sup>o</sup> au paragraphe 2, le 5<sup>o</sup> est complété comme suit :

« et l'administrateur général adjoint »;

4<sup>o</sup> au paragraphe 2, un alinéa est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2, rédigé comme suit :

« Sur la proposition de l'administrateur général, le comité stratégique désigne parmi les membres du personnel, la personne chargée d'assurer le secrétariat du comité stratégique et son suppléant. »

**Art. 30.** L'article 24bis du même décret, modifié par l'article 34 du décret du 13 mars 2003 et par l'article 2 du décret du 27 novembre 2005, est abrogé.

**Art. 31.** Dans l'article 25, alinéa 3, du même décret, modifié par l'article 35, c), du décret du 13 mars 2003, les mots « en son entité « Régisseur ensemblier » » sont supprimés.

**Art. 32.** L'intitulé du titre du cinquième chapitre du même décret, modifié par l'article 36 du décret du 13 mars 2003, est remplacé par l'intitulé rédigé comme suit :

« Chapitre V. — De l'organisation territoriale »

**Art. 33.** A l'article 26 du même décret, modifié par l'article 37 du décret du 13 mars 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> un alinéa 1<sup>er</sup> est inséré comme suit :

« L'Office dispense ses services en fonction des besoins des usagers, en vue de les leur rendre accessibles. »;

2<sup>o</sup> dans l'alinéa 1<sup>er</sup> ancien, devenu le deuxième alinéa, les mots « en divisions territoriales dépendant directement de l'administrateur général, en directions régionales et en entités déconcentrées » sont remplacés par les mots rédigés comme suit :

« en directions régionales dépendant directement de l'administrateur général et en entités déconcentrées »;

3<sup>o</sup> dans l'alinéa 2 ancien, devenu le troisième alinéa, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots «, sur la proposition du comité de gestion, » sont remplacés par les mots rédigés comme suit :

« , après concertation avec le comité de gestion »;

b) les mots « divisions, directions et entités » sont remplacés par les mots rédigés comme suit :

« directions régionales et entités déconcentrées »;

c) l'alinéa est complété par les mots rédigés comme suit :

« , tout en veillant au respect des critères suivants :

1<sup>o</sup> la diversité du territoire wallon;

2<sup>o</sup> les spécificités socio-économiques locales;

3<sup>o</sup> la taille optimale des territoires dans un souci de simplification de la gestion de l'Office;

4<sup>o</sup> la complémentarité des services offerts aux usagers;

5<sup>o</sup> l'intégration des activités liées à l'emploi et à la formation sur le territoire et le pilotage unique au sein des directions régionales;

6<sup>o</sup> la prise en compte des stratégies territoriales établies à l'échelle de la Région wallonne pour les matières liées aux politiques d'emploi et de formation. »

**Art. 34.** Dans l'article 27 du même décret, modifié par les articles 38 et 48 du décret du 13 mars 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « des missions définies par les articles 3 et 4 » sont remplacés par les mots qui suivent :

« des missions définies par l'article 3 »;

2<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>erbis</sup>, du même décret, les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« Les subventions annuelles couvrent distinctement les opérations courantes et patrimoniales pour permettre l'accomplissement des missions telles que définies à l'article 3.

La Région wallonne prévoit, dans ses budgets, des subventions pour couvrir ces opérations. »;

3<sup>o</sup> au même paragraphe, les alinéas 3 et 4 sont supprimés;

4<sup>o</sup> au paragraphe 3, les mots « des dépenses en capital » sont remplacés par les mots qui suivent :

« des opérations patrimoniales »;

5<sup>o</sup> au même paragraphe, les mots « d'emploi et de formation professionnelle » sont supprimés;

6<sup>o</sup> le paragraphe 4 est abrogé;

7<sup>o</sup> un sixième paragraphe est ajouté et rédigé comme suit :

« § 6. Les subventions inscrites au budget sont mises à la disposition de l'Office en quatre tranches trimestrielles d'un montant égal, à payer à l'Office au plus tard le vingtième jour de chaque trimestre. ».

**Art. 35.** Dans l'article 28 du même décret, modifié par l'article 48 du décret du 13 mars 2003 et par l'article 15 du décret du 31 mars 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « des subsides régionaux non utilisés » sont remplacés par les mots rédigés comme suit :

« des subventions régionales non utilisées »;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, les mots « constituées dans le cadre des écritures » sont remplacés par les mots rédigés comme suit :

« alimentées par les écritures »;

3<sup>o</sup> au même alinéa, les mots « dans les domaines de l'emploi et de la formation professionnelle » sont remplacés par les mots rédigés comme suit :

« relatifs aux missions »

**Art. 36.** A l'article 29 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> un alinéa 1<sup>er</sup> est inséré comme suit :

« Le budget est présenté par programme et par allocation de base, ainsi que ventilé par direction générale et par service à gestion distincte, comprenant les crédits budgétaires spécifiques. »;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, devenu l'alinéa 2, les mots « projet de » sont insérés entre le mot « le » et les mots « budget de l'Office »;

3<sup>o</sup> au même alinéa, les mots « au Conseil régional wallon » sont remplacés par les mots rédigés comme suit :

« au Parlement wallon ».

**Art. 37.** L'article 30 du même décret est abrogé.

**Art. 38.** L'article 31 du même décret, modifié par l'article 39 du décret du 13 mars 2003, est abrogé.

**Art. 39.** Le titre du septième chapitre du même décret, inséré par l'article 40 du décret du 13 mars 2003 et intitulé « Chapitre VII. — Des organes consultatifs » est remplacé par l'intitulé rédigé comme suit : « Chapitre VII . — Des Services à gestion distincte »

**Art. 40.** Le titre de la première section du septième chapitre du même décret, inséré par l'article 40 du décret du 13 mars 2003 et intitulé « Section première — De la commission consultative du dispositif intégré d'insertion » est supprimé.

**Art. 41.** L'article 32 du décret, remplacé par l'article 41 du décret du 31 mars 2003, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 32. Les services à gestion distincte sont des services de l'Office chargés de la gestion administrative, financière et budgétaire pour les domaines d'activités visés aux articles 33 et 34.

Ces services jouissent d'une capacité de décision en matière de gestion dans le respect des principes et réglementations s'appliquant à l'Office.

Sur proposition du comité de gestion, le Gouvernement fixe, pour chacun des services, les règles de gestion et de fonctionnement et les modalités de désignation de l'ordonnateur des dépenses et du responsable de service. »

**Art. 42.** L'article 33, remplacé par l'article 41 du décret du 13 mars 2003, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 33. Il est créé au sein de l'Office un service à gestion distincte ayant pour objet l'instruction, la vérification administrative et la liquidation d'octroi d'aides et de subventions liées aux politiques de l'emploi et de la formation, en particulier pour les aides, programmes, subventions visés par les dispositions décrétale suivantes :

1<sup>o</sup> le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement des demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, et ses modifications subséquentes;

2<sup>o</sup> le décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, modifié par le décret du 16 juillet 1998 et par le décret-programme du 3 février 2005, et ses modifications subséquentes;

3<sup>o</sup> le décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises, et ses modifications subséquentes;

4<sup>o</sup> le décret du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal et ses modifications éventuelles.

Le Gouvernement wallon est habilité à compléter ou à modifier la liste des dispositions décrétale visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. »

**Art. 43.** L'article 34, remplacé par l'article 41 du décret du 13 mars 2003, est remplacé comme suit :

« Art. 34. Il est créé au sein de l'Office un service à gestion distincte, chargé de la gestion financière et budgétaire des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation.

Le service à gestion distincte veille à la cohérence et à la légalité des procédures administratives des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation visés aux articles 37 et suivants. »

**Art. 44.** L'article 35, remplacé par l'article 41 du décret du 13 mars 2003, est abrogé.

**Art. 45.** L'article 36, remplacé par l'article 41 du décret du 13 mars 2003, est abrogé.

**Art. 46.** Le titre de la deuxième section du septième chapitre du même décret, intitulé « Section 2 - Des comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation » est remplacé par :

« Chapitre VIIbis. — Des Comités subrégionaux de l'emploi et de la formation »

**Art. 47.** L'article 38, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret, remplacé par l'article 41 du décret du 13 mars 2003, est remplacé comme suit :

« Art. 38. Chaque comité subrégional de l'emploi et de la formation a pour missions de :

1<sup>o</sup> réunir les tiers de son ressort territorial intervenant dans la mise en œuvre des politiques d'emploi et de formation afin d'identifier ensemble les thématiques d'intervention prioritaires pour la sous-région au regard des données et analyses disponibles sur le marché du travail;

2<sup>o</sup> initier et animer des plateformes de concertation afin de susciter des actions sur ces thématiques d'intervention estimées prioritaires et sur celles décidées par le Gouvernement pour l'ensemble de la Région wallonne;

3<sup>o</sup> émettre un avis sur les agréments pour lesquels son avis est rendu obligatoire par ou en vertu d'une disposition décrétale;

4<sup>o</sup> émettre des recommandations ou propositions sur l'adéquation entre des politiques d'emploi et de formation au niveau de ce ressort territorial et les besoins socio-économiques de ce même territoire, en particulier dans le cadre du plan d'actions annuel de l'Office, du Plan local intégré et concerté des Mire et des politiques visant à réguler l'offre au niveau de la sous-région. ».

**Art. 48.** Dans l'article 39, alinéa 2, du décret, remplacé par l'article 41 du décret du 13 mars 2003, les mots « soit au maximum onze personnes du même sexe » sont rajoutés après les mots « sont du même sexe ».

**Art. 49.** L'article 40, alinéa 1<sup>er</sup>, remplacé par l'article 41 du décret du 13 mars 2003, est remplacé comme suit :

« Le Gouvernement nomme le président du comité subrégional sur proposition faite à la majorité des représentants des organisations des employeurs et des organisations des travailleurs. »

**Art. 50.** L'article 41, remplacé par l'article 41 du décret du 13 mars 2003, est complété comme suit :

« Les modalités de fonctionnement, notamment en ce qui concerne le quorum de vote, sont fixés dans le règlement d'ordre intérieur, soumis pour avis au Collège visé à l'article 38 et pour approbation au Ministre de tutelle. »

**Art. 51.** L'article 42, remplacé par l'article 41 du décret du 13 mars 2003, est abrogé.

**Art. 52.** L'article 43, remplacé par l'article 41 du décret du 13 mars 2003, est abrogé.

**Art. 53.** L'article 44, supprimé par l'article 42 du décret du 13 mars 2003, est réhabilité comme suit :

« Art. 44. Un collège des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation est chargé de coordonner, selon les modalités et la périodicité qu'il prévoit, la mise en œuvre des missions des différents comités afin d'en assurer la cohérence et de garantir le respect du cadre de leurs missions.

Un membre du service à gestion distincte assure la fonction de secrétariat du collège des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation.

Le collège établit, en lien avec les thématiques d'intervention prioritaires identifiées au sein des différents comités, un programme d'actions pluriannuel décliné en plans d'actions annuels ventilés par comité subrégional. Ce programme est transmis au Gouvernement, après approbation du comité de gestion. Le programme et sa déclinaison sous-régionale font l'objet d'un rapport d'activité annuel et d'une évaluation pluriannuelle transmis au Gouvernement, après avis du comité de gestion.

Les modalités de fonctionnement, notamment en ce qui concerne le quorum de vote, sont fixés dans le règlement d'ordre intérieur soumis pour approbation au Ministre de tutelle.

Le Gouvernement établit la composition du collège des comités. »

**Art. 54.** L'article 47, inséré par l'article 18 du décret du 31 mars 2011, est remplacé comme suit :

« Art. 47. L'Office est doté d'un dispositif d'audit interne afin d'assister le comité de gestion dans ses activités de supervision et afin de fournir une assurance quant au degré de maîtrise des risques et des opérations et activités gérées par l'Office. Ce dispositif d'audit interne répond aux standards internationaux en la matière tant en termes d'éthique et de professionnalisme, que de mécanismes, pratiques et moyens à mettre en œuvre. Ce dispositif d'audit interne comprend un comité d'audit et une cellule d'audit interne. »

**Art. 55.** L'article 48, alinéa 2, inséré par l'article 18 du décret du 31 mars 2011, est remplacé comme suit :

« Ces derniers sont désignés par le Gouvernement pour la durée du contrat de gestion. Leur mandat est renouvelable. »

**Art. 56.** L'article 50, alinéa 1<sup>er</sup>, inséré par l'article 18 du décret du 31 mars 2011, le mot « administrative » est supprimé.

**Art. 57.** Un article 61 est inséré comme suit dans le décret :

« Art. 61. Le Gouvernement peut modifier les montants prévus aux articles 12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 11<sup>o</sup>, 20, 3<sup>o</sup> et 23, § 2, 9<sup>o</sup> et § 4 du présent décret. »

**Art. 58.** Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement wallon, et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur différente de celle mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour les articles 13 et 14, les articles 32 à 33 et les articles 51 et 52.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 10 mai 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

---

Note

(1) Session 2011-2012.

Documents du Parlement wallon, 582 (2011-2012) N°s 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 9 mai 2012.

Discussion.

Vote.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDS DIENST

N. 2012 — 1572

[2012/202919]

**10 MEI 2012. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling) (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** Dit decreet regelt gedeeltelijk een aangelegenheid bedoeld in artikel 138 van de Grondwet, overeenkomstig artikel 127, § 1, ervan.

**Art. 2.** In artikel 18bis, eerste lid, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), zoals gewijzigd bij de decreten van 13 maart 2003, 17 november 2003, 30 april 2005, 22 juli 2010 en 31 maart 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 1° worden de woorden "of zou kunnen komen" ingevoegd tussen de woorden "die in aanmerking komt" en de woorden "voor de diensten van de "Office"

b) punten 2° tot 9° worden vervangen door wat volgt :

"2° werkzoekende : elke natuurlijke persoon die als gebruiker op zoek is naar werk als loontrekkende of zelfstandige, en die op het grondgebied van het Franstalige taalgebied verblijft;

3° werknemer : elke natuurlijke persoon die, als gebruiker, als loontrekkende of zelfstandige werkt en die op het grondgebied van het Franstalige taalgebied verblijft;

4° werkgever : elke natuurlijke of rechtspersoon die de werknemer of werkzoekende een betrekking of de ontwikkeling van de bekwaamheden aanbiedt;

5° dienst van algemeen belang : al dan niet commerciële dienstenactiviteit die de overheid van algemeen belang acht en die daarom aan specifieke openbare verplichtingen onderworpen worden;

6° ondernemingsplan : programma zoals bedoeld in artikel 2, 4°, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking;

7° vaardigheidscentrum : partnerstructuur erkend door de Regering, in het kader van één of meerdere beroepsorganisaties, met als opdracht de informatieverlening en de sensibilisering betreffende beroepen en technologieën, de bewaking, de vorming en de analyse van de behoeften aan vorming, voor de gebruikers bedoeld in het erkenningsdossier;

8° tewerkstellingshuis; door de Regering erkende buurtgebonden partnerstructuur, belast met gedecentraliseerde activiteiten in verband met de advisering en de steun van de werkzoekenden;

9° kruispunt tewerkstelling vorming oriëntatie : door de Regering erkende partnerstructuur, belast met activiteiten in verband met de informatie, de oriëntatie en de advisering van de gebruikers op de gewestelijke arbeidsmarkt;

c) de punten 10° tot 13° vervallen.

**Art. 3.** In artikel 2 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij artikel 4 van het decreet van 13 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, wordt het woord "FOREm" vervangen door de woorden "De FOREm";

2° het derde en het vierde lid worden vervangen door wat volgt :

« De "Office" is de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling) belast met de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 3.

De door de "Office" uitgevoerde opdrachten worden beheerd volgens specifieke regels, genomen bij of krachtens dit decreet.»;

3° het vijfde en het zesde lid vervallen.

**Art. 4.** Het opschrift van de eerste afdeling van hoofdstuk 2 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 5 van het decreet van 13 maart 2003 wordt vervangen met het volgende opschrift :

"Opdrachten betreffende de door het Gewest uitgeoefende bekwaamheden inzake arbeidsbemiddeling en inzake beroepsomscholing en -bijscholing".

**Art. 5.** In artikel 3 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de artikelen 6, a), b) en c) en 48, van het decreet van 13 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

"§ 1. De "Office" zorgt voor de uitvoering van het tewerkstellings- en vormingsbeleid die haar door of krachtens een wettelijke of decretale bepaling worden toevertrouwd, ofwel verleent de volgende diensten van openbaar nut :

1° de afstemming tussen de vraag en het aanbod op de arbeidsmarkt, met inbegrip van de geschikte methoden om in de behoeften van de werkzoekenden en van de werkgevers voorzien, door middel van :

de advisering en de steun van de werkzoekenden door middel van :

i) de inschrijving, de schrapping en de herinschrijving van de werkzoekenden met inachtneming van de wettelijke bepalingen inzake sociale zekerheid;

ii) de informatie en de oriëntatie van de werkzoekenden op de gewestelijke arbeidsmarkt;

iii) de begeleiding van de werkzoekenden ingeschreven bij de "Office", met inbegrip van een geïndividualiseerde begeleiding;

b) het beheer van de betrekkingen van de werkgevers om op hun aanwervingsbehoeften in te spelen, door middel van :

i) inzameling, beheer en bekendmaking van de vacatures;

ii) bemiddeling tussen aanbod en vraag;

c) actief beheer van de reserves aan arbeidskrachten om in de bestaande of potentiële behoeften van de gewestelijke arbeidsmarkt te voorzien;

2° de ontwikkeling en de identificatie van de bekwaamheden van de werkzoekenden ingeschreven bij de "Office", door middel van :

a) organisatie van beroepsinducerende of overkoepelende vormingen met het oog op de aanpassing van de bekwaamheden van de werkzoekenden, op grond van de bestaande of potentiële behoeften van de gewestelijke arbeidsmarkt; de beroepsvervormingen beogen de verwerving van bekwaamheden die het aanleren van een bepaald beroep mogelijk maken terwijl de overkoepelende vormingen de verwerving van bekwaamheden beogen die nuttig zijn voor de beroepsinschakeling en die niet rechtstreeks verbonden zijn met een beroep.

b) identificatie en erkenning van de bekwaamheden van de werkzoekenden;

3° de coördinatie en de organisatie van de activiteiten van de tewerkstellingshuizen, van de kruispunten tewerkstelling vorming oriëntatie, alsook van de kenniscentra en hun netwerken; daarenboven is de "Office" belast met de behandeling van de aanvragen tot erkenning van de kenniscentra et van de tewerkstellingshuizen die aan de beslissing van de Regering worden onderworpen;

4° de organisatie van geïntegreerde denksporen voor de behoeften van de gebruikers met, in voorkomend geval, tussenkomst van derden;

5° de analyse, het beheer en de bekendmaking van de informatie en van het kennis op de gewestelijke arbeidsmarkt;

6° de deelname aan en het sturen van het territoriaal overleg overeenkomstig de territoriale organisatie bedoeld bij of krachtens dit decreet;

7° de ontwikkeling en de identificatie van de bekwaamheden van de werkzoekenden".

2° In paragraaf 2, worden de woorden "en inzake beroepsvervorming" ingevoegd tussen de woorden "Binnen de perken van haar bevoegdheden inzake tewerkstelling" en de woorden "mag de Waalse Regering";

3° In dezelfde paragraaf, worden de woorden "van de diensten bedoeld in paragraaf 1" vervangen door de volgende woorden :

"van de opdrachten bedoeld in paragraaf 1";

4° er wordt een vierde paragraaf toegevoegd, luidend als volgt :

"§ 4. De bij of krachtens de paragrafen 1 en 2 bepaalde opdrachten worden opgevolgd en onderworpen aan een evaluatie aan de hand van de indicatoren bedoeld in het kader van het beheerscontract."

**Art. 6.** In het tweede hoofdstuk van hetzelfde decreet, wordt de tweede afdeling, die artikel 4 omvat, ingevoegd bij artikel 7 van het decreet van 13 maart 2003, opgeheven.

**Art. 7.** Het opschrift van de derde afdeling van hoofdstuk 2 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 9 van het decreet van 13 maart 2003, wordt vervangen door wat volgt :

"Beginselen betreffende de uitvoering van opdrachten t.a.v. de gebruikers"

**Art. 8.** In artikel 5 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij artikel 10, eerste en tweede lid van het decreet van 13 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste en het tweede lid worden vervangen door wat volgt :

"De "Office" valt voor het geheel van zijn activiteiten onder de wetgeving inzake openbare dienst, met name de beginselen van continuïteit van de openbare dienst, van gelijke behandeling en van veranderlijkheid. Als dusdanig ziet hij er vooral toe de gebruikers een universele dienst te waarborgen.

Voor de gebruikers worden de dienstverleningen kosteloos verschaft en verstrekt. De Regering kan afwijken van het kosteloosheidsbeginsel voor diensten aan gebruikers overeenkomstig de opdracht bedoeld in artikel 3, § 1, 7°, alsook bij uitzonderingsmaatregel voor sommige producten en diensten die door de "Office" aan verschillende werkgevers worden verleend in het kader van andere opdrachten waarmee hij wordt belast".

2° Er worden twee leden ingevoegd tussen het tweede en het derde lid, luidend als volgt :

"De "Office" ziet eveneens toe op de uitvoering van zijn opdrachten met inachtneming van de openbare algemene beginselen van transparantie en leesbaarheid van zijn actie, van administratieve vereenvoudiging, van doeltreffendheid en de doelmatigheid met het oog op de optimalisering en op de optimale toewijzing van de beschikbare middelen en hulppronnen.

De Regering kan, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, de toekenningsvoorraarden bepalen van een voordeel of van onkostenvergoedingen aan de werkzoekenden, overeenkomstig de modaliteiten en de voorwaarden die zij bepaalt."

**Art. 9.** In artikel 6 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij artikel 48 van het decreet van 13 maart 2003 en bij de artikelen 40 en 41 van het decreet van 22 juli 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid vervalt;

2° in het vierde lid, worden de woorden "onder andere" ingevoegd na de woorden "De beheersovereenkomst bevat";

3° het zesde lid wordt vervangen door wat volgt :

"Na het sluiten van de beheersovereenkomst, stelt de "Office" het ondernemingsplan op. Dit ondernemingsplan bevat minstens een productieplan en verschillende overkoepelende beleidsplannen waarvan de doelstellingen in de beheersovereenkomst worden bepaald."

**Art. 10.** Het opschrift van de vijfde afdeling van hoofdstuk 2 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 12 van het decreet van 13 maart 2003, wordt vervangen door wat volgt :

"Beroep op de tussenkomst van derden voor de uitvoering van dienstverleningen ten gunste van de gebruikers".

**Art. 11.** In de nieuwe vijfde afdeling van hoofdstuk 2 van hetzelfde decreet, wordt artikel 7 vervangen als volgt :

"Art. 7. De Office kan zijn opdrachten uitvoeren door de tussenkomst van derden, die al dan niet rechtstreeks dienstverleningen leveren ten opzichte van de gebruikers en die deze dienstverleningen uitvoeren met inachtneming van de beginselen bedoeld in artikel 5.

Dit beroep op de tussenkomst van derden bestaat ofwel in een partnerschap, ofwel in een subsidiëring, ofwel in een overheidsopdracht.

De in het kader van een partnerschap, van een subsidiëring of van een overheidsopdracht verrichte handelingen moeten overeenstemmen met de richtlijnen van de beheersovereenkomst.

De Regering kan de criteria en modaliteiten bepalen volgens welke de "Office" toelagen kan toekennen".

**Art. 12.** In de nieuwe vijfde afdeling, van hoofdstuk 2 van hetzelfde decreet, wordt een artikel 7bis toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. 7bis. § 1. Wanneer de "Office" zijn opdrachten vervult in het kader van een partnerschap. Onder "partnerschap" dient te worden verstaan elke vorm van vereniging of samenwerking met partners uit de openbare of de privé-sector, waardoor financiële en materiële middelen, alsook menselijke krachten gezamenlijk ingeschakeld kunnen worden ofwel om een doel te bereiken dat deel uitmaakt van de opdrachten van de "Office", maar dat beter inspeelt op een behoefte van het doelpubliek dan één partner alleen, ofwel om bijstand te verlenen wanneer de "Office" zich niet alleen van zijn opdrachten kan kwijten omdat in een specifieke behoefte moet worden voorzien.

De "Office" kan ofwel een partnerschapsovereenkomst sluiten, ofwel deel uitmaken van een publiek- of privaatrechtelijk rechtspersoon die onder een Belgische, buitenlandse of supranationale wetgeving valt, onder de in dit artikel bedoelde voorwaarden.

§ 2. De "Office" kan partnerschapsovereenkomsten sluiten voor zover die overeenkomst :

1° voorziet in de oprichting van een collegiaal orgaan dat moet nagaan of ze goed wordt uitgevoerd;

2° voorziet in een geschikte deelneming van de "Office" zodat de doelstellingen van het partnerschap gehaald kunnen worden;

3° bepaalt welke middelen ter beschikking worden gesteld om ze uit te voeren;

4° de kwestie van de intellectuele rechten regelt meer bepaald de auteursrechten, die wegens het gezamenlijk inzetten van de middelen tevoorschijn zou kunnen komen, en voorziet in de verdeling ervan al naar gelang de gezamenlijk ingezette middelen;

5° bepaalt dat geen verlenging zal plaatsvinden zonder een evaluatie van de verrichte handelingen, en op grond van welke criteria de evaluatie uitgevoerd zal worden;

6° bepaalt de wijze waarop ze ontbonden wordt als :

a) de finaliteit van het partnerschap uit het oog wordt verloren;

b) de verrichte handelingen niet meer overeenstemmen met de beheersovereenkomst;

c) niet meer wordt voldaan aan één van de voorwaarden bedoeld onder de punten 1° tot 5°.

§ 3. De "Office" kan deel uitmaken van een instelling met een ander rechtsstatuut voor zover :

1° de statuten bepalen dat hij ten behoeve van zijn inbreng vertegenwoordigd wordt binnen de bestuurs- of beslissingsorganen;

2° de statuten voorzien in de verdeling van de goederen en bezittingen ten behoeve van de respectievelijke inbreng;

3° de statuten moeten bepalen dat de rekeningen ieder ogenblik kunnen worden gecontroleerd om na te gaan hoe de openbare gelden worden gebruikt;

4° de statuten de wijze bepalen waarop de "Office" zich terugtrekt als :

a) de finaliteit van het partnerschap uit het oog wordt verloren;

b) de verrichte handelingen niet meer overeenstemmen met de beheersovereenkomst;

c) niet meer wordt voldaan aan één van de voorwaarden bedoeld onder de punten 1° tot 3° en 5°;

5° de statuten de wijze bepalen waarop het openbaar onderzoek zal worden uitgevoerd.

§ 4. De Office verbint zich en werkt samen met derden, met name in het kader van de volgende partnerstructuren om samen bij te dragen tot :

1° de opdrachten bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, a, ii) en iii) en b, i), voor het deel betreffende de verspreiding van vacatures, via de kruispunt tewerkstelling vorming oriëntatie;

2° de opdrachten bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, a, i) en iii) en b, i), voor het deel betreffende de verspreiding van vacatures, via tewerkstellingshuizen;

3° de opdrachten bedoeld in artikel 3, § 1, 2° en 7°, via kenniscentra.

De Regering wordt ertoe gemachtigd om de minimale voorwaarden te bepalen voor de erkenning van een structuur als kruispunt tewerkstelling vorming oriëntatie, tewerkstellingshuis of kenniscentrum.

§ 5. De Regering kan de andere modaliteiten en procedures bepalen volgens dewelke de partnerschapsovereenkomsten worden gesloten."

**Art. 13.** In het tweede hoofdstuk van hetzelfde decreet, wordt een zesde afdeling ingevoerd, met het opschrift "Samenwerking en dialoog met derden voor de uitvoering van prestaties ten gunste van de gebruikers".

**Art. 14.** In de nieuwe zesde afdeling, van hoofdstuk 2 van hetzelfde decreet, wordt een artikel 7ter toegevoegd, luidend als volgt :

"Art. 7ter. § 1. In het kader van de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 3, § 1, 4°, en onverminderd de rollen toegewezen aan de collegiale instanties, zoals bedoeld in artikel 7bis, § 3, wordt, binnen de "Office", een samenwerkings- en dialoogcommissie opgericht tussen de "Office" en de derden.

§ 2. De commissie wordt binnen de "Office" opgericht en wordt samengesteld uit :

a) een vertegenwoordiger van de Minister van Tewerkstelling, die het ambt van voorzitter met raadgevende stem waarnemt, en een vertegenwoordiger van de Minister belast met Beroepsforming, die zetelt met raadgevende stem;

b) een vertegenwoordiger van de Waalse Overheidsdienst, Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek, Departement Werk en Beroepsforming;

c) vijf vertegenwoordigers van de "Office", w.o. :

- een vertegenwoordiger van het directoraat-generaal dat bevoegd is voor het beroep aan de tussenkomst van derden en aan de informatie en de kennis van de arbeidsmarkt;

- drie vertegenwoordigers van het directoraat-generaal dat bevoegd is inzake tewerkstelling, voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, a), iii), waarvan een vertegenwoordiger van het kruispunt tewerkstelling vorming oriëntatie;

- een vertegenwoordiger van het directoraat-generaal dat bevoegd is inzake vorming;

d) een vertegenwoordiger van het Instituut voor Permanente Vorming van Middenstand en de Kleine en Grote Ondernemingen;

e) een vertegenwoordiger van de Begeleidingsstructuren voor zelftewerkstelling;

f) een vertegenwoordiger van het Onderwijs voor Sociale Promotie;

g) een vertegenwoordiger van het "Fonds du Logement wallon" (Waals Woningfonds);

h) een vertegenwoordiger van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen);

i) een vertegenwoordiger van de vereniging zonder winstoogmerk bedoeld in artikel 18 van het decreet van 1 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de bedrijven voor vorming door arbeid;

j) een vertegenwoordiger van de Vereniging van de steden en gemeenten, Federatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

k) een vertegenwoordiger van de vereniging zonder winstoogmerk bedoeld in artikel 12bis van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

l) een vertegenwoordiger van de Federatie van partners voor werk, als vertegenwoordiger van de privéoperatoren voor inschakeling en vorming;

n) een vertegenwoordiger van het Consortium voor de bekragting van de bevoegdheden.

De leden worden door de Regering benoemd voor een hernieuwbare duur van vijf jaar. De leden bedoeld in de punten *b)* tot *m)* worden benoemd op voorstel van de instellingen die zij vertegenwoordigen. Er worden evenveel plaatsvervangende als gewone leden benoemd. Het plaatsvervangend lid kan slechts zitting hebben indien het gewoon lid dat hij vervangt, afwezig is.

De Regering wordt ertoe gemachtigd de samenstelling van de commissie te wijzigen of aan te vullen ten aanzien van de evolutie van de decretale en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de "Office" of op de derden die binnen deze commissie moeten worden vertegenwoordigd.

De commissie vergadert minstens vier keer per jaar, waarvan minstens één keer in aanwezigheid van de leden van het beheerscomité van de "Office".

De commissie kan externe deskundigen uitnodigen voor de uitvoering van zijn opdrachten, volgens de modaliteiten bepaald in het huishoudelijk reglement. Dit huishoudelijk reglement wordt onderworpen aan de goedkeuring van de Regering.

§ 3. De commissie vervult de volgende opdrachten :

1° de steun van de uitvoering van het geïndividualiseerd begeleidingssysteem wat betreft de betrekkingen tussen de "Office" en de derden die in dit kader tussenkomken;

2° de deelname aan de uitwerking van de algemene standen van zaken van de arbeidsmarkt opgemaakt door de "Office" in het kader van zijn opdracht bedoeld in artikel 3, § 1, 5°;

3° verbeteringsaanbevelingen of -voorstellen doen, op eigen initiatief, in het kader van het beleid inzake tewerkstelling en inzake beroepsvervorming, wat een nodige interactie inhoudt tussen de "Office" en de derden die op dit beleid tussenkomken, met name het beleid inzake geïndividualiseerde begeleiding.

De Regering kan de commissie bijkomende opdrachten toewijzen, in verband met het beleid inzake tewerkstelling en het beleid inzake beroepsvervorming, wat een nodige interactie inhoudt tussen de "Office" en de derden die op dit beleid tussenkomken."

**Art. 15.** In artikel 12, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij artikel 21 van het decreet van 13 maart 2003 en bij artikel 3 van het decreet van 31 maart 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 2°, worden de woorden "en de coördinatie van de entiteiten" vervangen door de volgende woorden :

"en de transversaliteit van de opdrachten";

2° in hetzelfde lid, 3°, derde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "een financieringsplan" vervangen door de volgende woorden :

"een financiële impact";

3° in hetzelfde lid, 8°, van hetzelfde decreet, worden de woorden "het strategisch beheers- en ontwikkelingsplan van de menselijke krachten dat de administrateur-generaal hem voorlegt" vervangen door de volgende woorden :

"het ondernemingsplan voorgesteld door het Directiecomité en voorgelegd door de administrateur-generaal";

4° in hetzelfde lid, 9°, van hetzelfde decreet, wordt de verwijzing naar "artikel 7, §§ 1 tot 4" vervangen door de volgende verwijzing :

"7bis, § 1 en § 3";

5° in hetzelfde lid, 11°, van hetzelfde decreet, worden de woorden "aan de "Office" worden toegekend, en op de in artikel 7, § 5, bedoelde overeenkomsten" vervangen door de volgende woorden :

"door de Office worden toegekend en op de in artikel 7bis, § 2, bedoelde overeenkomsten";

6° in hetzelfde lid, 13°, van hetzelfde decreet, worden de woorden "coördineert en" geschrapt;

7° in hetzelfde lid, wordt een punt 14° toegevoegd, luidend als volgt :

14° het keurt het meerjarige actieprogramma van het College van de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming;"

8° In het tweede lid, worden de woorden "wint het advies in van het strategisch comité" vervangen door de volgende woorden :

"spreekt zich uit, na advies van het strategisch comité";

9° in het tweede lid, wordt het woord "en 11°" vervangen door wat volgt :

", 10°, 11° en 14°."

**Art. 16.** In artikel 14, eerste lid, 13°, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij de artikelen 23 en 48 van het decreet van 13 maart 2003 en bij artikel 4 van het decreet van 31 maart 2011, vervallen de woorden "en coördineert".

**Art. 17.** In artikel 16 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij artikel 48 van het decreet van 13 maart 2003, worden de volgende woorden ingevoegd tussen de woorden "bovenvermelde wet van 16 maart 1954" en de woorden "en in artikel 18 bedoelde bevoegdheden" :

„, bij het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen.”

**Art. 18.** In artikel 17, eerste lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij artikel 5 van het decreet van 31 maart 2011, worden de volgende woorden ingevoegd tussen de woorden "de voorzitter," en de woorden "de leden van het beheerscomité":

"de ondervoorzitter".

**Art. 19.** In artikel 18, laatst lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de artikelen 48 van het decreet van 13 maart 2003 en bij artikel 6, c) van het decreet van 31 maart 2011, worden de woorden "de Waalse Gewestraad" vervangen door de volgende woorden :

"het Waals Parlement".

**Art. 20.** In artikel 19, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij artikel 27 van het decreet van 13 maart 2003 en bij artikel 8 van het decreet van 31 maart 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, 2°, van de Franse versie, vervalt het woord "sont";

2° in dezelfde paragraaf, wordt punt 4° vervangen als volgt :

"4° het geheel van de directeurs-generaal die verantwoordelijk zijn van de directoraten-generaal;";

3° in dezelfde paragraaf, derde lid, worden de woorden "aan een operator" vervangen door de volgende woorden :

"aan een derde die dienstverleningen uitvoert ten gunste van de gebruikers in het kader van de opdrachten van de "Office"";

4° in paragraaf 4, worden de volgende woorden ingevoegd tussen de woorden "bovenvermelde wet van 16 maart 1954" en de woorden "en die bedoeld zijn in artikel 18":

„, bij het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen, ”.

**Art. 21.** In artikel 21, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 30, *e*), van het decreet van 13 maart 2003 en geschrapt bij artikel 8, *h*) van het decreet van 31 maart 2011, wordt het zevende punt opnieuw toegevoegd :

“7° de deontologische regels om belangenconflicten te voorkomen en om de naleving van het vertrouwelijkheidsbeginsel te waarborgen.”

**Art. 22.** Artikel 22, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij artikel 63 van het decreet van 18 december 2003 en opgeheven, wat betreft het tweede lid, bij het decreet van 30 april 2009, wordt opgeheven.

**Art. 23.** In artikel 23 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de artikelen 30 en 48 van het decreet van 13 maart 2003 en bij artikel 13 van het decreet van 31 maart 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, 2°, worden de woorden “het statuut van de ambtenaren van het Waalse Gewest aan de secretaris-generaal” vervangen door de volgende woorden :

“de Waalse Ambtenarencode aan de directeur-generaal van het Personeel en de Algemene Zaken”;

2° in dezelfde paragraaf, wordt het vierde punt aangevuld met de volgende woorden :

“in het kader van het organogram aangenomen door het beheerscomité”;

3° in dezelfde paragraaf, 8°, worden de woorden “tussen entiteiten” vervangen door de volgende woorden :

“tussen de directoraten-generaal”;

4° in paragraaf 3, eerste lid, wordt het woord “andere” geschrapt;

5° in dezelfde paragraaf, tweede lid, worden de woorden “van de in de artikelen 3 en 4 bedoelde diensten onder de entiteiten” vervangen door de woorden :

“van de opdrachten bedoeld in paragraaf 3”;

6° in paragraaf 5, eerste lid, worden de woorden “aan de adjunct-administrateur-generaal en aan de directeurs-generaal of” ingevoegd tussen de woorden “dit decreet worden toegewezen, overdragen” en de woorden “aan één of verschillende”;

7° in paragraaf 5, wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

“De administrateur-generaal heeft het recht om elke overgedragen opdracht aan zich te trekken.”;

8° de paragrafen 6 en 7 vervallen.

**Art. 24.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 23bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 23bis. De adjunct-administrateur-generaal staat de administrateur-generaal bij, bij het vervullen van al de hem opgedragen opdrachten.

Bij afwezigheid of verhindering van de administrateur-generaal, worden zijn bevoegdheden uitgeoefend door de adjunct-administrateur-generaal. Bij verhindering van laatsgenoemde, wordt een ambtenaar-generaal van rang A2 aangewezen doot het beheerscomité op voorstel van de administrateur-generaal om zijn functies uit te oefenen.

De Waalse Regering bepaalt, in de omtrek van het dagelijkse beheer, na advies van het strategische comité en op voorstel van het beheerscomité, de bevoegdheden van de adjunct administrateur-generaal die het voorwerp uitmaken van een delegatie door de administrateur-generaal.”

**Art. 25.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 23ter ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 23ter. Een directiecomité, samengesteld uit de administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal en de directeurs-generaal van de directoraten-generala bedoeld in artikel 23quater, is belast met de coördinatie van de operationalisering van de strategie- en principebeslissingen en van de begrotingsbeslissingen genomen of gedelegeerd door het beheerscomité, alsook de beslissingen en handelingen van de verschillende directoraten-generaal met het oog op de uitvoering van overkoepelend of overeenstemmend beleid.

Het directiecomité nodigt de verantwoordelijken van de regionale directies bedoeld in artikel 26, tweede lid, uit, om deel te nemen aan de vergaderingen, volgens de door dat comité bepaalde modaliteiten en periodiciteit, om ervoor te zorgen dat rekening wordt gehouden met de plaatselijke toestand en om hun deelname tot de verwezenlijking van de doelstellingen van de “Office” te coördineren.”

**Art. 26.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 23quater ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 23quater. § 1. De “Office” is samengesteld uit een directoraat-generaal bevoegd voor tewerkstelling, uit een directoraat-generaal bevoegd voor beroepsvervoering, uit een directoraat-generaal bevoegd voor het beroep op de tussentijd van derden en de informatie en de kennis van de arbeidsmarkt en uit een directoraat-generaal bevoegd voor de steun van de andere diensten van de “Office”.

De regering bepaalt de materiële bevoegdheid van elk directoraat-generaal.

§ 2. Elke directeur-generaal wordt geacht ordonnateur te zijn van de uitgaven in rechtstreeks verband met de activiteiten van het door hem bestuurd directoraat-generaal.”.

**Art. 27.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 23quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 23quinquies. § 1. De administrateur-generaal wordt ertoe gemachtigd om bepaalde bevoegdheden over te dragen aan de adjunct-administrateur-generaal en aan de directeurs-generaal in activiteitendomeinen i.v.m. hun specifieke functies, binnen een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de datum waarop de in artikel 23, § 3, bedoelde overeenkomst betreffende het dagelijks beheer is gesloten.

§ 2. De administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal en de directeurs-generaal van de directoraten-generaal wonen de vergaderingen van het beheerscomité bij, met raadgevende stem.”

**Art. 28.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 23sexties ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 23sexties. De administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal worden door de Regering aangewezen voor een mandaat onder de voorwaarden vastgelegd bij boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, onder voorbehoud van de toepassing van de bijzondere bepalingen vastgelegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de personeelsleden van het “Office” en onder voorbehoud van de bijzondere bepalingen van hoofdstuk III van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden van indienstneming van de contractuele personeelsleden van de “Office” en hun administratieve en geldelijke toestand.

De directeurs-generaal van de directoraten-generaal worden door de Regering aangewezen voor een mandaat van rang A2 onder de voorwaarden vastgelegd bij boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, onder voorbehoud van de toepassing van de bijzondere bepalingen vastgelegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de personeelsleden van het “Office” en onder voorbehoud van de bijzondere bepalingen van hoofdstuk III van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden van indienstneming van de contractuele personeelsleden van de “Office” en hun administratieve en geldelijke toestand.

De directeur-generaal van het directoraat-generaal bevoegd voor beroepsvervoering oefent de functie van intersectorale technisch adviseur uit.

Binnen de interne organisatie van de directoraten-generaal, rechtvaardigen deze verantwoordelijken hun dagelijks beheer alleen vóór de administrateur-generaal.”

**Art. 29.** In artikel 24 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 15 van het decreet van 31 maart 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, wordt punt 2° vervangen als volgt :

"2° het ondernemingsplan;" ;

2° in dezelfde paragraaf, 3°, worden de woorden "van artikel 20, 2°" gewijzigd door de volgende woorden :

"van artikel 20, 4°" ;

3° in paragraaf 2, wordt punt 5° aangevuld als volgt :

"en de adjunct-administrateur-generaal" ;

4° in paragraaf 2, wordt een lid ingevoegd, tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt :

"Op voorstel van de administrateur-generaal, wijst het strategisch comité onder de personeelsleden de persoon aan, dié wordt belast met het secretariaat van het strategisch comité en zijn plaatsvervangende."

**Art. 30.** Artikel 24bis, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij artikel 34 van het decreet van 13 maart 2003 en bij artikel 2 van het decreet van 27 november 2005, wordt opgeheven.

**Art. 31.** In artikel 25, derde lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij artikel 35, c), van het decreet van 13 maart 2003, worden de woorden "d.m.v. zijn entiteit" "regisseur-coördinator" geschrapt.

**Art. 32.** Het opschrift van het vijfde hoofdstuk van hetzelfde decreet, gewijzigd bij artikel 36 van het decreet van 13 maart 2003, wordt vervangen met het volgende opschrift :

"Hoofdstuk V. Territoriale organisatie".

**Art. 33.** In artikel 26 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij artikel 37 van het decreet van 13 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° een eerste lid wordt ingevoegd, luidend als volgt :

"De "Office" verleent zijn diensten in functie van de behoeften van de gebruikers, om ze bereikbaar te maken.";

2° in het vroegere eerste lid, dat het tweede lid wordt, worden de woorden "in territoriale afdelingen die rechtstreeks afhangen van de administrateur-generaal, in gewestelijke directies en in gedeconcentreerde entiteiten" vervangen door de volgende woorden :

"in regionale directies die rechtstreeks afhangen van de administrateur-generaal en in gedeconcentreerde entiteiten";

3° in het vroegere tweede lid, dat het derde lid wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "Op voorstel van het beheerscomité" worden vervangen door de volgende woorden :

"Na overleg met het beheerscomité";

b) de woorden "afdelingen, directies en gedecentraliseerde entiteiten" worden vervangen door de volgende woorden :

"regionale directies en gedeconcentreerde entiteiten";

c) het lid wordt aangevuld met de volgende woorden :

", met inachtneming van de volgende criteria :

1° de diversiteit op het Waalse grondgebied;

2° de plaatselijke socio-economische bijzonderheden;

3° de optimale omvang van de grondgebieden met het oog op de vereenvoudiging van het beheer van de "Office";

4° complementariteit op het vlak van aanbod van diensten aan de gebruikers;

5° de integratie van de activiteiten in verband met de betrekking en de vorming op het grondgebied en de globale begeleiding binnen de regionale directies;

6° het in acht nemen van de territoriale strategieën opgesteld op de schaal van het grondgebied van het Waalse Gewest voor de angelegenheden in verband met het beleid inzake tewerkstelling en inzake beroepsvervorming."

**Art. 34.** In artikel 27 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de artikelen 38 en 48 van het decreet van 13 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "de in de artikelen 3 en 4 bedoelde opdrachten" vervangen door de volgende woorden :

"de in artikel 3 bedoelde opdrachten";

2° in paragraaf 1bis, van hetzelfde decreet, worden het eerste en het tweede lid vervangen door wat volgt :

"De jaarlijkse toelagen dekken afzonderlijk de lopende en vermogensverrichtingen om het vervullen van zijn opdrachten zoals bedoeld in artikel 3 mogelijk te maken.

Het Waalse Gewest voorziet in zijn begrotingen in toelagen om deze verrichtingen te dekken.";

3° in dezelfde paragraaf, worden het derde en het vierde lid geschrapt;

4° in de derde paragraaf, worden de woorden "van kapitaalsuitgaven" vervangen door de volgende woorden :

"van vermogensverrichtingen";

5° in dezelfde paragraaf, worden de woorden "i.v.m. tewerkstelling en beroepsvervorming" geschrapt;

6° paragraaf 4 wordt opgeheven;

7° er wordt een zesde paragraaf toegevoegd, luidend als volgt :

"§ 6. De op de begroting uitgetrokken toelagen worden ter beschikking van de "Office" gesteld in vier gelijkwaardige driemaandelijkse schijven, die hem uiterlijk de twintigste dag van elk kwartaal betaald moeten worden."

**Art. 35.** In artikel 28 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij artikel 48 van het decreet van 13 maart 2003 en bij artikel 15 van het decreet van 31 maart 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid van de Franse versie, worden de woorden "des subsides régionaux non utilisés" vervangen door de volgende woorden :

"des subventions régionales non utilisées";

2° in het tweede lid, worden de woorden "aangelegd in het kader van de schrifturen" vervangen door de woorden : "gestijfd door de schrifturen";

3° in hetzelfde lid, worden de woorden "inzake tewerkstelling of beroepsvervorming" vervangen door de volgende woorden :

"in verband met de opdrachten".

**Art. 36.** In artikel 29 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° een eerste lid wordt ingevoegd, luidend als volgt :

"De begroting wordt voorgesteld per programma en per basisallocatie, en wordt verdeeld per directoraat-generaal en per dienst met afzonderlijk beheer, met de specifieke begrotingskredieten.";

2° in het eerste lid, dat het tweede lid wordt, worden de woorden "De begroting" vervangen door de woorden "Het ontwerp van";

3° in hetzelfde lid, worden de woorden "aan de Waalse Gewestraad" vervangen door de volgende woorden : "aan het Waals Parlement".

**Art. 37.** Artikel 30 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 38.** Artikel 31 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij artikel 39 van het decreet van 13 maart 2003, wordt opgeheven.

**Art. 39.** Het opschrift "Hoofdstuk VII. — Adviesorganen" van het zevende hoofdstuk van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 40 van het decreet van 13 maart 2003, wordt vervangen als volgt : "Hoofdstuk VII. — Diensten met afzonderlijk beheer".

**Art. 40.** Het opschrift "Adviescommissie voor het geïntegreerde inschakelingsstelsel" van de eerste afdeling van het zevende hoofdstuk van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 40 van het decreet van 13 maart 2003, wordt geschrapt.

**Art. 41.** Artikel 32 van het decreet, vervangen bij artikel 41 van het decreet van 31 maart 2003, wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 32. De diensten met afzonderlijk beheer zijn diensten van de "Office" belast met het administratief, budgettair en financieel beheer voor de activiteitendomeinen bedoeld in de artikelen 33 en 34.

Deze diensten zijn voorzien van een beslissingsbevoegdheid inzake het beheer met inachtneming van beginselen en regelgevingen die van toepassing zijn op de "Office".

Op voorstel van het beheerscomité bepaalt de Regering, voor elke dienst, de beheers- en werkingsregels en de modaliteiten voor de aanwijzing van de ordonnateur van de uitgaven en van de dienstverantwoordelijke."

**Art. 42.** Artikel 33, vervangen bij artikel 41 van het decreet van 13 maart 2003, wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 33. Er wordt binnen de "Office" een dienst met afzonderlijk beheer opgericht, met als doel de behandeling, het administratief onderzoek en de uitbetaling van tegemoetkomingen en toelagen in verband met het beleid inzake tewerkstelling en vorming, in het bijzonder de tegemoetkomingen, de programma's, de toelagen bedoeld bij de volgende decretale bepalingen :

1° het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, en de daaropvolgende wijzigingen ervan;

2° het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, gewijzigd bij het decreet van 16 juli 1998 en bij het programmadecreet van 3 februari 2005, en de daaropvolgende wijzigingen;

3° het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de vorming van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn, en de daaropvolgende wijzigingen;

4° het decreet van 27 oktober 2011 betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van beroepsovergang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit en de daaropvolgende wijzigingen.

De Waalse Regering wordt ertoe gemachtigd de lijst van de decretale bepalingen bedoeld in het eerste lid aan te vullen of te wijzigen".

**Art. 43.** Artikel 34, vervangen bij artikel 41 van het decreet van 13 maart 2003, wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 34. Er wordt binnen de "Office" een dienst met afzonderlijk beheer opgericht, belast met het budgettair en financieel beheer van de subregionale comités voor tewerkstelling en vorming.

De dienst met afzonderlijk beheer zorgt voor de samenhang en de wettelijkheid van de administratieve procedures van de subregionale comités voor tewerkstelling en vorming bedoeld in de artikelen 37 en volgende."

**Art. 44.** Artikel 35, vervangen bij artikel 41 van het decreet van 13 maart 2003, wordt opgeheven.

**Art. 45.** Artikel 36, vervangen bij artikel 41 van het decreet van 13 maart 2003, wordt opgeheven.

**Art. 46.** Het opschrift "Afdeling 2. — Subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming" van het zevende hoofdstuk van hetzelfde decreet, wordt vervangen door :

"Hoofdstuk VIIbis. — Subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming"

**Art. 47.** Artikel 38, eerste lid, van het decreet, vervangen bij artikel 41 van het decreet van 13 maart 2003, wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 38. Elk subregionaal comité voor tewerkstelling en vorming heeft als opdracht :

1° de samenbrenging van de derden van zijn territoriaal ambtsgebied die in de uitvoering van het beleid inzake tewerkstelling en vorming tussenkom, om samen de thema's van tussenkomst te identificeren die prioritair zijn voor de subregio, op grond van de op de arbeidsmarkt beschikbare gegevens en analyses;

2° het opstarten en het sturen van overlegplatforms om acties aan te zetten in verband met deze thema's van tussenkomst die prioritair worden geacht en in verband met de door de Regering besliste thema's voor het geheel van het Waalse Gewest;

3° de uitbrenging van een advies over de erkenningen waarvoor zijn advies door of krachtens een decretale bepaling wordt verplicht;

4° de uitbrenging van aanbevelingen of voorstellen in verband met de adequatie tussen het beleid inzake tewerkstelling en vorming van dit territoriaal ambtsgebied en de socio-economische behoeften van dit gebied, in het bijzonder in het kader van het jaarlijks actieplan van de "Office", van het geïntegreerd en overlegd plaatselijk actieplan van de Mire en van het beleid dat de regulatie van het aanbod in de subregio beoogt".

**Art. 48.** In artikel 39, tweede lid, van het decreet, vervangen bij artikel 41 van het decreet van 13 maart 2003, worden de woorden ", namelijk elf personen van hetzelfde geslacht" toegevoegd na de woorden "zijn van hetzelfde geslacht".

**Art. 49.** Artikel 40, eerste lid, vervangen bij artikel 41 van het decreet van 13 maart 2003, wordt vervangen als volgt :

“De Regering benoemt de voorzitter van het subregionale comité op voorstel van de meerderheid van de vertegenwoordigers van de werkgevers- en werknemersorganisaties.”

**Art. 50.** Artikel 41, vervangen bij artikel 41 van het decreet van 13 maart 2003, wordt aangevuld als volgt :

“De werkingsmodaliteiten, met name betreffende het stemmingsquorum, worden vastgesteld in het huishoudelijk reglement, dat voor advies aan het College bedoeld in artikel 38 en ter goedkeuring van de Voogdijminister wordt voorgelegd.”

**Art. 51.** Artikel 42, vervangen bij artikel 41 van het decreet van 13 maart 2003, wordt opgeheven.

**Art. 52.** Artikel 43, vervangen bij artikel 41 van het decreet van 13 maart 2003, wordt opgeheven.

**Art. 53.** Artikel 44, geschrapt bij artikel 42 van het decreet van 13 maart 2003, wordt hersteld als volgt :

“Art. 44. Een college van de subregionale comités voor tewerkstelling en vorming is belast met de coördinatie, volgens de door dat college bepaalde modaliteiten en periodiciteit, van de uitvoering van de opdrachten van de verschillende comités om de samenhang ervan en de naleving van het kader van hun opdrachten te waarborgen.

Een lid van de dienst met afzonderlijk beheer staat in voor het secretariaat van het college van de subregionale comités voor tewerkstelling en vorming.

Het college stelt, in verband met de thema’s inzake de tussenkomst die binnen de verschillende comités worden geïdentificeerd, een meerjarig actieprogramma op, dat in jaarlijks actieplannen wordt uitgewerkt, die per subregionaal comité worden verdeeld. Na goedkeuring van het beheerscomité wordt dit programma overgemaakt aan de Regering. Het programma en zijn subregionale afwijzing maken het voorwerp uit van een jaarlijks activiteitenverslag en van een meerjarige evaluatie en worden overgemaakt aan de Regering, na advies van het beheerscomité.

De werkingsmodaliteiten, met name betreffende het stemmingsquorum, worden vastgesteld in het huishoudelijk reglement, dat ter goedkeuring van de Voogdijminister wordt voorgelegd.

De samenstelling van het college van de comités wordt door de Regering vastgesteld.”

**Art. 54.** Artikel 47, ingevoegd bij artikel 18 van het decreet van 31 maart 2011, wordt vervangen als volgt :

“Art. 47. De “Office” wordt voorzien van een interne auditregeling om het beheerscomité bij te staan in zijn supervisieactiviteiten en om een zekerheid te bieden omtrent de mate van beheersing van de risico’s en verrichtingen en activiteiten beheerd door de “Office”. Deze interne auditregeling voldoet aan de internationale normen terzake, zowel op het ethisch en het professioneel vlak, als op het vlak van de in te zetten mechanismen, praktijken en middelen. Deze interne auditregeling bestaat uit een auditcomité en een cel voor interne audit.”

**Art. 55.** Artikel 48, tweede lid, ingevoegd bij artikel 18 van het decreet van 31 maart 2011, wordt vervangen als volgt :

“Deze laatste worden aangewezen door de Regering voor de duur van het beheersovereenkomst. Hun mandaat is hernieuwbaar.”

**Art. 56.** In artikel 50, eerste lid, ingevoegd bij artikel 18 van het decreet van 31 maart 2011, vervalt het woord “administratief”.

**Art. 57.** In het decreet wordt een artikel 61 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 61. De Regering kan de bedragen bedoeld in de artikelen 12, § 1, eerste lid, 11°, 20, 3° en 23, § 2, 9° en § 4 van het decreet wijzigen.”

**Art. 58.** Dit decreet treedt in werking op de datum die door de Waalse Regering wordt bepaald, en uiterlijk op 1 januari 2013.

De Regering kan een andere inwerkingtredingsdatum bepalen dan die vermeld in het eerste lid voor de artikelen 13 en 14, de artikelen 32 tot 33 en de artikelen 51 en 52.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 10 mei 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.’s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

---

Nota

(1) Zitting 2011-2012.

*Stukken van het Waals Parlement* 582 (2011-2012), nrs. 1 tot 4.

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 9 mei 2012.

Besprekning.

Stemming.